

Nouveaux Cahiers du socialisme



Construire une politique du peuple

Maher Hanin et Kacem Afaya

Numéro 17, hiver 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/84480ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Hanin, M. & Afaya, K. (2017). Construire une politique du peuple. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (17), 202–203.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2017

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Construire une politique du peuple

MAHER HANIN ET KACEM AFAYA¹

Les soulèvements populaires du « printemps arabe », qui portaient des revendications sociales et politiques, n'ont pas trouvé jusqu'à maintenant de réponses politiques claires. Aujourd'hui, les populations révoltées sont toujours dans l'attente d'un changement tangible en termes de libertés, de travail, de protection sociale et de respect de la dignité humaine. Entre temps, les mouvements semblent en perte de vitesse et, ici et là, le désenchantement gagne les esprits. Comment s'en sortir ?

Analyser les échecs

Cinq ans plus tard, on ne peut pas nier la déception, voire la frustration, de toute une jeunesse qui s'est révoltée pour changer sa vie. Cette impasse met les valeurs universelles de liberté, de justice sociale et de dignité humaine à l'épreuve de deux fondamentalismes : religieux et marchand. Le processus révolutionnaire qui revendiquait plus de liberté, de justice sociale et de dignité a été perturbé par des problématiques identitaires et la remise en question des libertés fondamentales, notamment les droits des femmes et le droit à la citoyenneté, qui ne sont plus à l'ordre du jour. La lutte contre le fondamentalisme a relégué les mouvements sociaux au second plan. Certes, le succès de ces mouvements religieux radicaux est fortement lié aux problèmes d'une jeunesse exclue et humiliée : les jeunes sont devenus une proie facile pour les idéologies rétrogrades et les réseaux terroristes.

Résister

Relancer les mobilisations au sein des sociétés magrébines ne se résume pas à défendre une démocratie réductrice qui se limite à un vote et à des échéances électorales. Les mobilisations doivent insuffler une vitalité dans les institutions et les forces de contrepouvoir. Elles doivent prôner une citoyenneté sociale, participative et en acte, ouverte aux jeunes, aux femmes et à de nouveaux acteurs sociaux et politiques. C'est en mobilisant les citoyens et les citoyennes contre les deux ennemis de la démocratie que l'on ouvrira la marche vers une transition démocratique réelle. Parallèlement, nous devons contrer la propagande néoconservatrice qui proclame le « choc des civilisations ». Cette culture de la peur de l'autre, en l'occurrence de la « culture musulmane », désignée comme la barbarie de l'époque moderne, violente par essence, constitue une véritable

¹ Respectivement militant du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FIDES) et de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT).

menace pour les valeurs universelles : le rationalisme, la liberté, la démocratie et le progrès. Lutter aujourd'hui contre cette stigmatisation nous force à revenir au contexte de vulnérabilité économique et à la profonde crise sociale actuelle. Par ailleurs, cette situation a pour conséquence une augmentation des flux migratoires, ce qui permet de comprendre pourquoi le bassin méditerranéen est frappé par l'extrémisme, au sud comme au nord. On peut ainsi observer la montée de l'extrême droite, du racisme et de la xénophobie en Europe, comme le développement, dans le sud, de mouvements islamistes rétrogrades et violents appelant à un repli identitaire dangereux. Dès lors, ces deux mouvements d'extrême droite s'autoalimentent.

L'interpellation démocratique

Nous sommes dans une période de gestation où les personnes et les acteurs collectifs cherchent à relever les nouveaux défis. Dans ce contexte, des groupes sociaux jadis exclus se mobilisent pour exprimer une citoyenneté active, défendre le droit à l'eau potable, à la santé, à l'emploi, aux services publics et réclamer une nouvelle gouvernance politique qui mette fin à l'autoritarisme, au népotisme et à la corruption. Les deux forums sociaux en Tunisie (2013 et 2015) ont dynamisé le champ politique et stimulé les mouvements sociaux altermondialistes. Néanmoins, ces avancées restent fragiles, compte tenu, notamment, des diktats des institutions de Bretton Woods qui veulent imposer leur tyrannie financière. Par ailleurs, le retour des anciennes pratiques de coercition, de contrôle et de domination constitue un véritable défi à l'élargissement de l'horizon démocratique et à l'inclusion des citoyens et des citoyennes dans le champ du politique.

Pour une politique du peuple

Passer de l'isolement, de l'immédiateté, de la spontanéité et de l'entre-soi, à la solidarité et à la convergence des luttes nous mènera vers une politique du peuple, une politique qui ouvre aux subalternes les possibilités de la participation politique, qui, pour emprunter les mots de Gramsci, pourra permettre aux exclu-e-s de passer du sujet *subalterne en soi* au sujet *subalterne pour soi*. Elle donnera aux mouvements un sens tout à fait politique et contribuera à changer le rapport de force en faveur des dominé-e-s. La diversité des luttes contre la mondialisation marchande et capitaliste est certes un signe de démocratie, de vivacité et de citoyenneté. Cependant, il est nécessaire de développer l'engagement politique des mouvements, à côté des forces de gauche. Les mouvements doivent se renforcer, non seulement comme forces de contestation, mais aussi comme forces de changement, et aspirer à la prise du pouvoir politique aux niveaux local, régional et national.